

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROAPI France

4 rue de la Paterie
63480 Vertolaye

Références : 20260504-RAP-63-0369-EuroAPIInspSSP
Code AIOT : 0005600463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement EUROAPI France implanté 4 La Paterie 63480 Vertolaye. L'inspection a été annoncée le 07/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROAPI France
- 4 La Paterie 63480 Vertolaye
- Code AIOT : 0005600463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EuroAPI est une industrie chimique implantée sur le territoire de Vertolaye. Cette activité de chimie étant réalisée depuis de très nombreuses années, des pollutions historiques ont fait l'objet de travaux importants sur site mais également sur des parcelles extérieures aujourd'hui plus utilisées. Elles sont appelées "pré de l'âne", "terrain pompiers" et "décharge de Marat".

Contexte de l'inspection :

- Pollution
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Sites et sols pollués

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Bilan quadriennal - Terrain "pompiers"	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Bilan quadriennal - Pré de l'âne	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Décharge de Marat - fin de travaux	Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Sols pollués des parcelles du site de production - bilan annuel	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.3
2	Travaux sur les réseaux d'eau	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.7

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater les travaux conséquents engagés pour le traitement de la pollution des sols et des nappes souterraines sur le site et hors site.

Sur site, les panaches de pollutions se sont réduits depuis l'état initial de 2017 malgré l'apparition de quelques anomalies qui rappellent qu'un site en activité doit toujours rester vigilant vis-à-vis de ses impacts. Des travaux d'amélioration des réseaux vont encore être menés cette année et la surveillance va évoluer (allègement).

Une recherche des causes des anomalies sur deux points (Pz37 et impact en DCM sur le Vertolaye en juin/juillet 2025) devront faire l'objet d'actions correctives et de justifications à l'inspection.

Sur les parcelles extérieures, les travaux sont terminés et la surveillance est, soit en cours, soit va permettre de conclure à des allègements. Les rapports quadriennaux ou annuel (pour Marat) serviront de base pour acter les suites (PV de fin de travaux, surveillance, dispositifs de servitudes ou d'inscription en secteurs d'information sur les sols).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sols pollués des parcelles du site de production - bilan annuel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
Prescription contrôlée : Chaque année, avant le 30 avril, l'exploitant transmet ou présente à l'Inspection un état exhaustif

de la Situation du site de production en regard de cet objectif à la date du 31 décembre de l'année précédente (éventuellement sous forme de transmission confidentielle).

Cet état expose notamment :

- les actions qu'il a mises en œuvre pour garantir cet objectif,
- les actions qu'il prévoit de mettre en œuvre au cours de l'année en Cours,
- les résultats des analyses qu'il effectue au titre de l'article 10.2.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 18-01813 du 7 novembre 2018 révisé selon l'article 2.4 du présent arrêté,
- les sommes consommées et les sommes restant dans les provisions qui avaient été constituées dans le cadre de la cession du site par SANOFI CHIMIE à EUROAPI FRANCE,
- les actions restant à effectuer pour garantir l'atteinte de l'objectif de non sortie du site d'une quantité excessive de polluants via les eaux souterraines ou les sols en considérant l'hypothèse d'une 'cessation des moyens actifs qui permettent l'atteinte de cet objectif (actions de pompage d'eaux souterraines ou autres actions de traitement des sols et des eaux souterraines d'efficacité prouvée...),
- les éventuels renouvellements des provisions nécessaires pour maintenir les capacités financières de l'exploitant permettant de satisfaire l'objectif précité ainsi que les obligations liées à la réhabilitation du site en fin d'activité.

Constats :

L'exploitant, assisté de son bureau d'étude en charge du suivi de la pollution des sols sur les parcelles en activité, a présenté son bilan annuel.

Lors de la précédente inspection sur le sujet, il avait été indiqué:

- des actions très satisfaisantes avec notamment un abaissement de la concentration en DCM dans les eaux souterraines de 83% entre 2017 et 2023 (les teneurs en BTEX et benzène ont aussi respectivement baissé de 85 % et 80 % sur la même période). Le nouveau bilan environnemental 2025 devait permettre de confirmer l'efficacité de ces actions et un allègement de surveillance était envisagé,
- il avait été demandé une superposition des travaux de réflexion des réseaux avec les cartes piézométriques afin d'identifier leurs liens avec les pollutions.

Ces éléments ont été transmis quelques jours avant l'inspection (dont "suivi environnemental année 2025" du 12/01/2026 comprenant des analyses réalisées sur 89 piézomètres et 27 échantillons d'eau superficielles: Vertolaye, Dardat et Dore).

Le bilan montre que l'arrêt des puits de fixation PZ84 et 87 a été bénéfique (pas de COHV mesuré dans ces ouvrages) et que le panache ne passe pas le Vertolaye. Les dispositifs sont maintenus à l'arrêt (depuis novembre 2024). Les deux barrières de confinement sont maintenues en rive gauche du Vertolaye et en zone sud-est du site.

Les taux d'abattement actualisés (2017/2025) sont conséquents:

- 89% sur le DCM,
- 96% sur le TCM,
- 82% pour le 1,2-DCA,
- 88% pour les BTEX (somme),
- 82% pour le benzène.

Les bilans en masse des pollutions traitées sont les suivants:

- 22 tonnes de COHV extraits depuis 2017,
- environ 218 575 m³ d'eaux impactées envoyées et traitées par la station d'épuration du site.

Il reste des zones à traiter (réseaux d'eau EP et EPEB) qui sont en rapport avec les pollutions retrouvées (bat 120, duclaux et secteur 100 en amont du bâtiment Pascal). Ces travaux sont prévus sur 2026.

Au regard des éléments présentés, il peut être acté :

- le passage du suivi des piézomètres en trimestriel, ce qui est compatible avec l'arrêté préfectoral

en vigueur, sur le panache principal, secondaire et Sud (milieux eaux souterraines),
- le passage à un contrôle trimestriel des eaux superficielles,
- l'arrêt du suivi du piézomètre Pz96, la pollution se concentrant plus en amont sur le piézomètre Pz68.

Un nouvel impact en COHV (DCM et TCM) a été retrouvé sur PZ37 en juin 2025 et semble lié à une activité récente. Les teneurs sont en baisse en mars 2026 mais restent élevées (11 000 µg/l en DCM). Un déversement accidentel ou un débordement sont suspectés mais d'un point de vue industriel rien n'a été identifié. Plusieurs composés sont retrouvés ce qui laisse penser que le problème serait lié aux eaux industrielles (EPEB).

Les premières investigations n'ont pas permis de retrouver la cause (pas d'anomalie trouvée sur les réseaux à proximité) mais des inspections télévisuelles complémentaires vont être menées et de la résine d'étanchéité va être déployée sur réseau EP (eaux pluviales).

Un autre impact ponctuel a été identifié sur le Vertolaye en juin et juillet 2025 sur deux points de contrôle sur le paramètre DCM. De nouvelles campagnes d'investigations en juillet et en août n'ont pas permis d'identifier la cause, qui semble être liée à un déversement de DCM direct dans le Vertolaye.

L'exploitant n'explique pas ces valeurs et n'a pas identifié de source à proximité. Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté l'absence de stockage à proximité (produits ou déchets) qui auraient pu entraîner un déversement accidentel. La zone est peu accessible. Il est à noter que cet impact est resté limité puisque les concentrations de DCM dans le Vertolaye étaient inférieures aux limites de quantification en sortie de site. Cependant ce résultat interroge sur la maîtrise des impacts dans le milieu: ancien réseau désaffecté? utilisation de petite quantité mal maîtrisée notamment au laboratoire ? Une enquête interne est toujours en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Suite aux éléments présentés, l'inspection demande:

- la transmission d'un bilan du suivi des émissions de dicofol (qui avait été retrouvé suite à la démolition du bâtiment 210) afin d'étayer la demande d'arrêt du suivi faite en séance, qui est à intégrer dans le bilan semestriel de surveillance des eaux souterraines,
- sur la zone PZ37, que les recherches concernant la source de pollution soient poursuivies et qu'un plan d'action soit défini pour supprimer le lien avec les eaux de nappes,
- sur la zone ayant recueillie des anomalies au DCM sur le Vertolaye, une poursuite des recherches et une présentation des sources éventuelles investiguées et écartées ou retenues.

La synthèse de ces recherches (PZ37 et DCM dans le Vertolaye) sera transmise à l'inspection sous 3 mois.

Une **campagne environnementale globale similaire à celle de 2025** sera à refaire après les travaux sur les zones sources identifiées (laverie, pose de résine étanche sur certains secteurs) afin d'avoir une vision de l'impact de ces travaux. **Cela sera donc réalisable sur 2027.**

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Travaux sur les réseaux d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse à l'Inspection avant le 1^{er} décembre 2021, le calendrier prévisionnel des travaux programmés sur les réseaux d'eaux de son site de fabrication (réseaux d'eaux pour l'épuration biologique et réseaux de collecte des eaux pluviales). Chaque année, avant le 30 avril,

<p>l'exploitant transmet ou présente à l'inspection un exposé des travaux réalisés et des travaux restant à effectuer à la date du 31 décembre de l'année précédente, en précisant les éventuelles difficultés rencontrées et les actions mises en œuvre pour les traiter. Cette exigence n'est plus applicable après l'envoi du dernier exposé présentant la fin de ces travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voici les principaux travaux prévus en 2026:</p> <ul style="list-style-type: none"> - inspections ITV (télévisuelles) : il était indiqué une réalisation à 80% en 2025 (débuté en 2017), cependant il est difficile d'avoir un résultat clair sur le pourcentage de vérification. En effet, l'état des réseaux évolue dans le temps et des réseaux déjà contrôlés le sont à nouveau avant chaque travaux. Dans la suite de la vie du site, tous les réseaux devront à nouveau être contrôlés, - travaux sur réseaux EP des rues 10 et 16 afin de séparer les EP (eaux de pluie) des EPEB (eaux pour épuration biologique= eaux industrielles) de la laverie, - réhausse de regards rue 9, - tests de pose de résine au niveau du bâtiment 120 et des regards des rues 10 et 23. Cette solution nouvelle permet d'intervenir dans des zones encombrées où des engins classiques ne seraient pas adaptés, sur d'anciens réseaux en grès devenus poreux. Cette méthode, si elle est satisfaisante, serait moins intrusive et permettrait une action plus rapide sur les réseaux dans le futur (moins cher, plus rapide).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra réaliser les travaux prévus en 2026 et vérifier que ces derniers permettent de supprimer le lien entre l'activité du site et les eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bilan quadriennal - Terrain "pompiers"

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier l'efficacité des actions menées selon le plan de gestion référencé PAR-RAP-20001-H en date du 15 janvier 2019, l'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines pendant une durée d'au moins 4 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette surveillance porte sur des piézomètres permettant de vérifier si des polluants mentionnés dans le plan de gestion sont susceptibles de sortir des parcelles de ce terrain et d'induire un impact sur la Dore, y compris en période de faible débit de cette rivière, notamment en regard des normes de qualité environnementale.</p> <p>L'exploitant établit un rapport faisant le bilan de cette surveillance environnementale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur ce site, la dernière campagne de suivi quadriennal a été réalisée et fait toujours apparaître la présence de PFAS dans les eaux souterraines (PFOA et PFOS). Les sédiments de la Dore sont légèrement marqués mais pas les eaux superficielles.</p> <p>Le cabinet conseil en charge du suivi propose d'arrêter la surveillance sur ce site. Cela doit être démontré dans un bilan quadriennal faisant la synthèse de la surveillance depuis la réalisation des travaux de dépollution.</p> <p>D'après les éléments présentés, il semble cohérent de valider un arrêt de la surveillance des gaz du sol (avec comblement dans les règles de l'art des ouvrages) mais il est conseillé de conserver les ouvrages permettant la surveillance des eaux souterraines. En effet, la doctrine concernant les sites contenant des PFAS évolue régulièrement au niveau national.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p>L'exploitant devra transmettre son rapport d'analyse quadriennal qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fera la synthèse de la surveillance du site suite aux travaux de dépollution, - mettra à jour le schéma conceptuel et l'analyse résiduelle des risques, - justifiera l'arrêt de la surveillance avec conservation des ouvrages relatifs à la surveillance de la nappe, - proposera une inscription en SIS (secteur d'information sur les sols). <p>L'inspection réalisera un PV de fin de travaux suite à la remise de ce bilan quadriennal.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Bilan quadriennal - Pré de l'âne

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de vérifier l'efficacité des actions menées selon le plan de gestion Pré de l'Âne référencé PAR-RAP-17-18932-M en date du 15 janvier 2019, l'exploitant effectue une surveillance des eaux souterraines pendant une durée d'au moins 4 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette surveillance porte sur des piézomètres permettant de vérifier si des polluants mentionnés dans le plan de gestion sont susceptibles de sortir de la parcelle de ce terrain et d'induire un impact sur le ru longeant la parcelle ci-dessus et sur le ruisseau « Le Vertolaye », y compris en période de faible débit de ce ruisseau, en regard des normes de qualité environnementale.</p> <p>L'exploitant établit un rapport faisant le bilan de cette surveillance environnementale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site a fait l'objet d'une surveillance semestrielle depuis la réalisation des travaux. Une synthèse de cette surveillance doit prochainement être transmise à l'inspection (bilan quadriennal). Le bureau d'étude en charge du suivi a indiqué lors de la visite qu'il était envisagé un allègement de la surveillance (de semestrielle à annuelle) sur les eaux souterraines.</p> <p>L'inspection souhaite avoir un argumentaire étayé sur le sujet puisque les guides reconnus pour la surveillance (BRGM - décembre 2022 - surveillance de la qualité des eaux souterraines) préconisent très souvent un suivi semestriel afin de considérer les hautes et basses eaux et la mobilisation possible des polluants.</p> <p>Un arrêt du suivi des milieux gaz du sol, eaux de surface et sédiments est proposé, ce qui semble cohérent étant donné la stabilité des résultats.</p> <p>La nécessité de mise en place de servitudes devra également être justifiée, notamment si les ouvrages de surveillance de la nappe sont situés sur les terrains dont EuroAPI n'est pas propriétaire.</p> <p>Lors de la visite sur site, il a été constaté la présence d'un enrobé sur la majorité du terrain avec une pente sur la zone Est longée par un ru. Un étang est visible au Nord du terrain. Des ouvrages de surveillance sont intégrés au niveau du bitume.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre un bilan quadriennal qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fera la synthèse de la surveillance réalisée depuis les travaux de dépollution, - justifiera les évolutions de la surveillance envisagée, - mettra à jour le schéma conceptuel et l'analyse résiduelle des risques, - proposera un classement en SIS ou la mise en place de SUP.

L'inspection réalisera un PV de fin de travaux suite à la remise de ce bilan quadriennal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Décharge de Marat - fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2021, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Sites et sols pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai d'un an après la fin du retrait de ces déchets et terres polluées, SANOFI CHIMIE adresse au Préfet un rapport exposant le(s) moyen(s) qu'il propose de mettre en œuvre pour gérer la pollution résiduelle éventuellement présente dans les sols et les eaux souterraines dans le but de garantir l'absence d'atteinte à l'environnement, notamment en regard des normes de qualité environnementale dans les eaux superficielles situées en aval des parcelles de cette ancienne décharge mentionnées à l'article 1.1 du présent arrêté.</p> <p>SANOFI CHIMIE établit pour cela une évaluation des risques sanitaires résiduelle tenant compte des usages possibles des parcelles mentionnées à l'article 1.1 du présent arrêté, dans un délai d'un an après la fin du retrait de ces déchets et terres polluées.</p> <p>L'adéquation des actions ainsi mises en œuvre est vérifiée de façon fiable, notamment par la surveillance des milieux impactés pendant une durée d'au moins 4 ans.</p> <p>Si la nécessité ou l'utilité de la mise en place de servitudes d'utilité publique apparaît, SANOFI CHIMIE en formule la demande auprès du Préfet.</p> <p>La décharge de Marat pourra être transférée à l'exploitant de l'usine chimique de Vertolaye, si celui-ci en fait la demande, à l'issue des travaux de remédiation et de la surveillance dont elle doit faire l'objet, après constatation de la bonne réalisation de ces travaux par l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une visite sur le site a été réalisée afin de constater l'état final du site.</p> <p>La majorité de ce dernier est couvert de végétation (herbe diverses, plantations d'arbustes). Il est équipé de voies d'accès vers les ouvrages de surveillance (piézomètres, piézairs). Certains piézomètres désaffectés sont toujours visibles: ils devront être démantelés dans les règles de l'art.</p> <p>Un rapport synthétisant la première année de suivi post-travaux devra être transmis à l'inspection pour permettre:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'établir le rapport de fin de travaux, - de mettre à jour la surveillance opposable (il est rappelé sur ce point qu'une déclaration sur GIDAF est demandée et qu'elle n'a pour l'instant pas été réalisée par SANOFI qui est le responsable du suivi), - d'instaurer des servitudes pour conserver la mémoire et les ouvrages mis en place sur ce site.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre un bilan des deux premières campagnes de surveillance qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - fera la synthèse de la surveillance réalisée depuis les travaux de dépollution, - présentera un plan à jour des ouvrages de surveillance en place, - mettra à jour le schéma conceptuel et l'analyse résiduelle des risques, - proposera la mise en place de SUP (servitudes d'utilité publiques).

<p>L'inspection réalisera un PV de fin de travaux suite à la remise de ce bilan, proposera un arrêté permettant d'acter la nouvelle surveillance du site et instruira l'instauration de SUP.</p> <p>Il pourra être acté le transfert de l'ancienne décharge de la société SANOFI vers la société EuroAPI uniquement sur demande de cette dernière.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

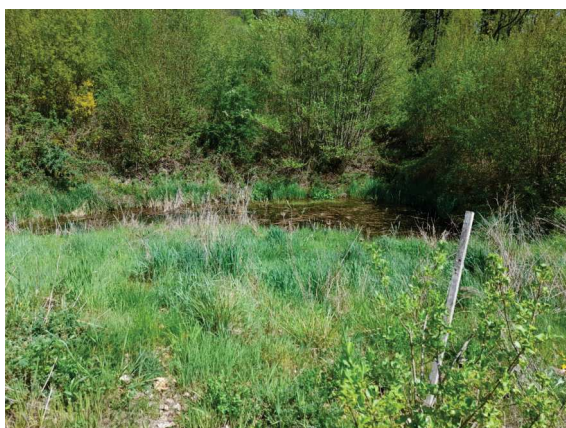
N°4 : Bilan quadriennal - Pré de l'âne



Pré de l'âne - bas du site



Pré de l'âne - haut du site

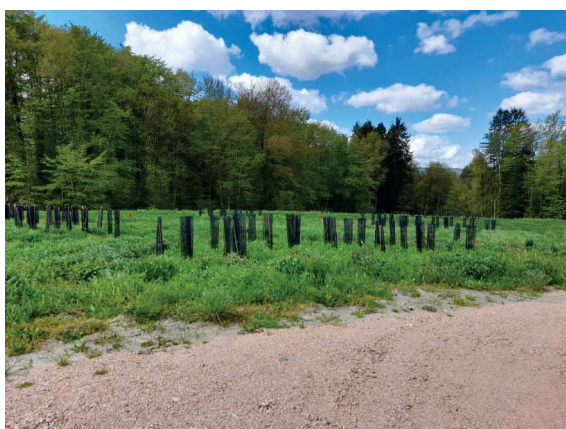


Pré de l'âne - étang au Nord



Pré de l'âne - pente à l'Est et ru en contrebas

N°5 : Décharge de Marat - fin de travaux



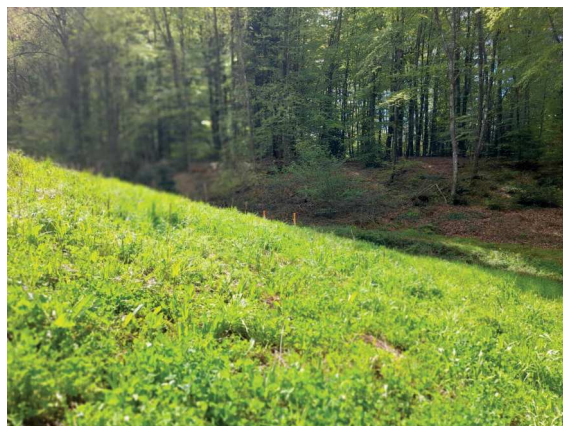
Décharge Marat - entrée du site



Décharge Marat - ouvrages de surveillance



Décharge Marat - ouvrages désaffectés



Décharge Marat - bas du site